

**ETUDE DE FAISABILITE SUR LE DEVELOPPEMENT D'UN MECANISME D'OBSERVATION
REGIONAL SUR L'EAU EN MEDITERRANEE**

NOTE DE SYNTHESE SUR L'ETUDE

(VERSION 2007-12-05)

Les enjeux liés à la gestion des ressources et demandes en eau dans les pays du pourtour méditerranéen ont toujours été considérables. Ces enjeux ne font que s'accroître face aux risques liés aux changements climatiques, tels que le développement de sécheresses prolongées et de pénuries d'eau.

Dans ce contexte, l'accès à une information fiable et pertinente est de plus en plus indispensable pour étayer toute politique de gestion des ressources en eau et de prévention des risques, que ce soit au niveau national, international ou local.

Après 10 ans de collaboration réussie entre les pays Euro méditerranéens sur le partage d'informations sur le savoir faire dans le domaine de l'eau dans le cadre du SEMIDE, les directeurs de l'eau des pays Euromed ont demandé à ce que soit étudié la faisabilité avec les pays volontaires d'un « **mécanisme d'observation régional sur l'eau en méditerranée** pour le monitoring des indicateurs de réalisation des objectifs du millénaire relatifs à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée, ainsi que de la mise en œuvre du volet «eau» de la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable¹ -SMDD-, basé sur des informations qui viendraient des systèmes nationaux d'information sur l'eau lorsqu'il en existe. » (ROME, 2005).

L'étude de faisabilité a été lancée au 2ème semestre 2006 et prend fin en décembre 2007. Les 1ers résultats relatifs l'analyse de l'existant et des attentes ont été validé lors de la conférence des directeurs de l'eau des pays euro-méditerranéens et de l'Europe du sud-est en novembre 2006.

Au cours de l'étude, l'expertise d'un ensemble de consultants nationaux a été mobilisée pour travailler avec les parties prenantes nationales et locales dans 7 pays (Maroc, Espagne, France, Tunisie, Chypre, Malte et Jordanie). Au niveau de la région méditerranéenne, la plupart des initiatives internationales concernées par le domaine de l'eau ont été interviewées et certaines ont participé à un atelier régional en juillet 2007 avec les experts et des représentants des parties prenantes nationales. Cette atelier a permis de faire un bilan technique de l'étude et l'analyse des processus de collecte de données sur quelques thématiques clés : accès à l'eau potable et à l'assainissement (un des Objectif du Millénaire pour le Développement –OMD-) ; composante eau de la Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable; l'eau et l'agriculture ; services d'eau potable et d'assainissement ; Sécheresse/pénurie d'eau ; Impact du changement climatique. Suite à l'atelier, une analyse détaillée des processus de production des 5 indicateurs prioritaires Eau et Assainissement de la SMDD² a été menée en collaboration avec 5 pays volontaires et le Plan Bleu (PNUE/PAM).

Un Comité de Pilotage international a suivi et conseillé le déroulement de l'étude. Un site web a été créé dans le cadre de l'étude pour faciliter les échanges entre experts et démontrer certaines fonctionnalités : www.semide.net/medwip Une courte démonstration sera aussi disponible pendant la conférence de Bled, 10-11 décembre 2007

¹ La SMDD, élaborée à partir de des travaux du Plan Bleu sur l'environnement et le développement durable, a été adoptée en novembre 2005 par les parties contractantes à la Convention de Barcelone en même temps que les indicateurs prioritaires permettant son suivi.

² Indicateurs prioritaires eau et assainissement de la SMDD : 1. Indice d'efficacité de l'eau ; 2. Demande en eau ; 3. Indice d'exploitation des ressources renouvelables ; 4. Accès à l'eau potable ; 5. Accès à l'assainissement

Cette note présente de manière synthétique :

- La problématique fondée sur le constat de l'existant et les attentes des acteurs
- Les contraintes et opportunités
- Une vision du projet de mécanisme méditerranéen d'observation sur l'eau

1 LES ENJEUX

Les données chiffrées revêtent un caractère essentiel pour de nombreux acteurs, cependant **les valeurs de certains indicateurs nationaux varient souvent selon les sources** internationales ou nationales. Ce qui conduit à des confusions, des remises en question de certains processus et un climat de méfiance. Une analyse plus détaillée montre que les causes principales sont :

- La multiplicité des acteurs producteurs et gestionnaire de données sur l'eau, que ce soit au niveau régional ou dans chaque pays ;
- La grande **diversité d'indicateurs** produits et utilisés par les divers acteurs sur des thèmes similaires mais avec des définitions et modes de calcul rarement identiques ;
- Des **problèmes d'identification de sources** officielles par type de données, d'accessibilité, d'hétérogénéité, de complétude et de qualité de données ;
- Des **processus de collecte ad'hoc plutôt que systématiques**, souvent basés sur des enquêtes ou des missions ponctuelles réalisées dans les pays sous des angles différents (statistique, agriculture, santé, environnement). Ceci conduit à des duplications des efforts de collecte par de nombreuses initiatives.

Au-delà des indicateurs nationaux sur la gestion quantitative de la ressource et de ses usages, la gestion intégrée des ressources en eau fait souvent appel à des **informations plus détaillées, qui restent difficiles à mobiliser**, par exemple : bilans sectoriels (ex : usages industriels, ...), thèmes spécifiques (changement climatique, sécheresse, qualités des eaux, performance des services urbains ...), calcul des indicateurs au niveau sous national (bilan par unité administrative ou bilan par bassin).

Des progrès sensibles sont réalisables car :

- a. Aucun outil ne permet actuellement d'**identifier facilement les données et informations existantes** sur les divers thèmes liés à la gestion de l'eau et d'obtenir des informations sur les modes de productions de ces données
- b. Les calculs d'indicateurs demandés par les institutions régionales font souvent **appel à des données élémentaires communes**³, d'où des synergies possibles dans les processus de collecte ;
- c. Les difficultés d'obtention de ces indicateurs sont plus souvent liées à des **problèmes organisationnels** (définitions insuffisantes ou différentes, défaut d'organisme responsable de la production/diffusion régulière des données de synthèse) qu'à une réelle absence de données;

³ Exemple : Cas de l'évaluation des volumes prélevés pour l'irrigation qui sont demandés par plusieurs organismes (FAO, Medstat, SMDD...)



2 OPPORTUNITES ET CONTRAINTES

2.1 Opportunités

L'étude a montré que le contexte actuel est favorable de part la mobilisation des acteurs à tout niveau :

- Forte demande globale pour un mécanisme régional d'observation sur l'eau en méditerranée (ou équivalent) pour favoriser et renforcer les capacités de production régulière et d'accès à des données agrégées comparables entre les pays
- Réflexion en cours sur une nouvelle politique de coopération dans le secteur de l'eau en Méditerranée
- Mobilisation des pays des 2 rives de la Méditerranée pour le développement de systèmes d'Information sur l'eau à l'échelle nationale voire transnationale (e.g. système européen)

2.2 Contraintes

Cependant, le développement d'un tel système doit prendre en compte le contexte méditerranéen :

- Absence de cadre légal d'obligation de rapportage, contrairement à l'UE où la Directive Cadre sur l'Eau est un catalyseur pour l'harmonisation des données et la mise en œuvre d'un système paneuropéen ;
- Intervention de multiples acteurs, sur tout ou partie de la région méditerranéenne, dans le cadre de processus politiques très divers, et dont les produits et activités doivent être valorisées ;
- Notion « d'observation » internationale est souvent perçue comme intrusive sur le plan national.

3 UN OUTIL AU SERVICE DE LA POLITIQUE REGIONAL DANS LE SECTEUR DE L'EAU

3.1 Objectifs

L'analyse des objectifs proposés afin de répondre aux attentes montre que la notion d'observation devrait être remplacée par la notion d'information ou de suivi. Le tableau ci-dessous résume les objectifs, les résultats attendus et les acteurs concernés.

Objectifs	Produits	Acteurs
Faciliter l'identification et l'accès aux données chiffrées	Portail Internet permettant l'identification et l'accès aux sources d'information nationales et régionales	Fournisseurs de données et d'indicateurs
Disposer de données comparables permettant la production d'indicateurs de qualité	Guides méthodologiques (harmonisation, interopérabilité, partage)	Organismes définissant/collectant des indicateurs Fournisseurs de données
Aider les pays dans la gestion des données chiffrées sur l'eau	Systèmes Nationaux d'information sur l'eau	Fournisseurs/utilisateurs nationaux de données Organismes internationaux fournissant de l'assistance technique Baillleurs de fonds
Réaliser des analyses régionales complémentaires	Analyses sectorielles sur demande	Institutions nationales et internationales du secteur concerné



3.2 Thèmes prioritaires proposés

Dans un souci de pragmatisme, le mécanisme abordera progressivement les thèmes du secteur de l'eau par ordre de priorité. Ainsi, dans une première phase, le mécanisme pourrait focaliser ses actions sur un nombre limité de données de base nécessaires à la GIRE et pour des indicateurs régionaux (OMD, SMDD, sécheresse/pénurie d'eau, changements climatiques):

- a. L'évaluation des ressources en eau renouvelables
- b. L'évaluation des volumes prélevés par secteur (eau domestique, irrigation, industries) et par source (eau de surface, eau souterraine)
- c. L'évaluation des taux de couverture eau potable et assainissement
- d. L'évaluation des rejets de polluants en méditerranée

3.3 Gouvernance

Le pilotage de ce mécanisme pourra être assuré par le **Forum des Directeurs de l'eau des pays Euro-méditerranéens et de l'Europe du Sud-Est**, notamment en ce qui concerne le choix des thématiques et la validation des analyses produites. Son rôle pour le mécanisme sera précisé lors de la conférence Ministérielle sur l'eau prévue fin 2008.

Le périmètre géographique devrait couvrir en priorité l'ensemble des **pays du pourtour méditerranéens ainsi que des pays ayant des caractéristiques hydrographiques méditerranéennes (Portugal, Jordanie)**. Mais la **participation** des pays est effectuée sur base **volontaire** et ouverte à toute institution nationale ou locale traitant des données sur l'eau.

Les 13 directeurs de l'eau membres du comité directeur du SEMIDE ont proposé que la **coordination de la mise en œuvre** d'un tel programme soit confiée au SEMIDE qui dispose d'ores et déjà d'un mode de gouvernance adapté, d'une structure de coordination technique, de protocoles d'accords avec divers organismes régionaux (Agence Européenne pour l'Environnement, Med-EUWI, Conseil Mondial de l'Eau, Réseaux des Organismes de Bassins International et méditerranéen, UNEP/MAP...) et d'une couverture géographique adaptée (pays Euromed, Balkans et Lybie)⁴. Cela supposerait dans un premier temps une extension du domaine d'intervention du SEMIDE à la gestion des données (informations chiffrées) sur les ressources en eau et leurs usages (le domaine ciblé initialement étant celui de l'information sur les savoir faire).

Un plan d'action sur 2 ans est préparé pour initier ce mécanisme autour des objectifs et thèmes proposés. Pour assurer une pérennité à plus long terme, il s'appuie sur une collaboration avec:

- Les organismes nationaux et locaux producteurs/gestionnaires et utilisateurs des données sur l'eau
- les organismes internationaux travaillant sur des thématiques ciblés en matière de données (UNEP/MAP Plan Bleu et MedPol ; UN-Water : FAO, Joint Monitoring Program, Organisation Mondiale de la Météo ; Agence Spatiale Européenne, Eurostat/MedStat, etc.) pour les actions d'harmonisation des données et parfois des actions d'assistance technique ou financière au niveau national
- l'infrastructure technique existante en termes d'outils fédérateurs, notamment :
 - celle mise en œuvre au niveau européen dans le cadre de WISE qui pourrait intégrer un module méditerranéen avec le support du SEMIDE.
 - Celle émergente des Systèmes Nationaux d'Information sur l'Eau

-----0000000-----

⁴ Décisions prise lors de la conférence des Directeurs de l'eau Euromed de Novembre 2005, Rome à laquelle ont participé les pays de Balkans et la Lybie.

